

## **Du nominal « latin » pour l'Autre Amérique. Notes sur la naissance et le sens du nom « Amérique latine » autour des années 1850**

Vicente Romero<sup>1</sup>

Après les écrits de l'Uruguayen Arturo Ardao (*Génesis de la idea y el nombre de América*, 1980) et du Chilien Miguel Rojas Mix (*Los cien nombres de América*, 1991), il est maintenant attesté que l'expression « Amérique latine » fut utilisée pour la première fois à Paris en 1856 par le Chilien Francisco Bilbao et le Colombien José María Torres Caicedo et non, comme le veut le mythe, au début des années 1860, par des propagandistes du Second Empire français.

Cependant, nous revenons sur cette question afin de :

– relativiser le fait que ce sont deux Américains qui l'ont mise en circulation, en soulignant le rôle de l'abbé Félicité de Lamennais dans l'origine et le sens de cette expression ;

– différencier les attitudes de Bilbao et Torres Caicedo par rapport à l'utilisation de cette expression, au moment où la France préparait son projet monarchiste et l'intervention au Mexique, risquant donc de favoriser, au niveau idéologique, l'expansionnisme français au lieu de l'expansionnisme nord-américain et d'encourager un retour en arrière théorique et politique dans (une partie de) l'Amérique hispanique ;

– voir finalement si ladite expression était sociologiquement valable, dans le contexte des années 1850, pour désigner l'Amérique située au sud du Rio Grande.

### **Nom, « identité » culturelle et contenus**

Le fait de nommer correspond, dans toutes les cultures, au besoin dans une société ou un groupe humain de transmettre, par un code commun, l'identité d'un être ou d'un phénomène particulier. Ainsi, le fait de savoir que leur territoire se trouvait entre deux mers avait permis à des autochtones du Panama de désigner la continentalité de leur

---

<sup>1</sup> Ce texte est issu d'une première version qui a bénéficié des remarques utiles de l'Atelier *Histoire Comparée* de l'association ALEPH et des professeurs Perla Petrich (Université Paris VIII) et Jean Piel (Université Paris VII).

territoire par le nom « *Abya-Yala* »<sup>2</sup>. Avec l'expansion et la conquête européennes et par un concours de circonstances, ce sera le prénom du navigateur Amerigo Vespucci, premier Européen à se rendre compte de cette caractéristique, qui servira pour nommer ce continent « *América* »<sup>3</sup>.

Or, outre le fait que de deux noms relativement appropriés, l'un s'impose parfois à l'autre, il arrive que, par simple vulgarisation, un nom commun à une espèce ou un ensemble finisse par être employé surtout pour désigner une famille ou un groupe particulier de cette espèce ou de cet ensemble. C'est précisément ce qui se passe avec le nom de notre continent. Au cours des deux derniers siècles, l'unité et la puissance de la fédération septentrionale, contrastant avec la diversité et la faiblesse chroniques des républiques du sud (le mirage de la cristallisation du mythe de « El Dorado » dans la fédération du nord aidant), a fait que le nom européen du continent a été très fréquemment employé pour désigner les États-Unis et ses habitants.

---

<sup>2</sup> De langue *cuna*, cette expression est issue d'un mythe de l'ethnie du même nom qui habite entre l'isthme de Panama et la Colombie, près du Golfe de Darien et dans les îles San Blas. « *Abya-Yala* » est la terre de l'« arbre qui fleurit tous les cent ans » et qui fleurira quand le châtement divin sera imminent. Pour fuir ce châtement – le déluge (*Mu Osis*) – les survivants devront se rendre sur cette terre d'*Abya-Yala* connue aussi sous les noms de « *Aluka Tiwar* », « *Olokiki Tiwar* » ou « *Saigna Tiwar* » (Voir *PAB IGALA : Historias de la tradición cuna*, recueillies par Mac CHAPIN, Quito, *Abya-Yala* – MLAL, 1989, pp. 102-107). Dans le petit *Vocabulario Castellano-cuna. Panamá 1882-1884*, d'A. PINART (Paris, Ernest Leroux, 1890), on trouve que « *Yalá* » signifie *loma* et « *Ti* » *agua, río*. « *Abya* », selon l'ethno-linguiste Carlo SEVERI, *nuestra ; es de nosotros*. Ainsi « *Abya* » ne peut qu'être associé et/ou substitué de « *Ti* » – eau. Il est très possible que les hommes de l'Amérique centrale d'avant la conquête ibérique aient eu un regard sur les deux immenses mers entre lesquelles se trouvait leur territoire. La richesse des caciques de la région, y compris de ceux qui ont acheminé Vasco Núñez de Balboa vers la (« découverte » de la) Mer du Sud, devait avoir sa source dans leurs fonctions d'intermédiaires des deux côtés de l'isthme (Pour avoir une idée de leur importance, voir la chronique de Francisco LOPEZ DE GOMARRA, *Historia General de las Indias*, Madrid, Atlas – Biblioteca de Autores Españoles, 1946, pp. 191-196). C'est à partir de cette hypothèse que nous faisons une extrapolation du terme *Abya-Yala*. Par ailleurs, ce terme a été repris depuis 10 ans par des mouvements indianistes et par des ethnologues comme synonyme du nom « Amérique ».

<sup>3</sup> Une dernière édition française des textes fondateurs de ce nom in *La fortune d'un nom : América. Le baptême du Nouveau Monde à Saint-Dié-des-Vosges*, Grenoble, Jérôme Million, 1991. Voir en particulier p. 161 et suiv.

Au milieu du XIXe siècle, avec l'expansion de la civilisation capitaliste et la fin presque définitive des guerres intestines dans le Sud, « l'angoisse du *gentilicio* », comme le dit Rojas Mix, apparaît chez les intellectuels créoles hispano-américains. Ceci, notamment, pour des raisons pratiques, d'autant plus qu'à l'extérieur, les intellectuels et les journalistes doivent trouver un adjectif qui leur permette de désigner facilement (plus que correctement) ce deuxième ensemble. Dans ce cas, on fait jouer à l'adjectif un rôle de substantif, et de fait, il devient l'axe du nom dans la mesure où c'est l'adjectif qui permet d'identifier le sujet.

Avec notre siècle et le carnage européen des deux guerres qui a servi d'invitation à la fuite<sup>4</sup>, ces élites créoles ibéro-américaines, sans laisser de côté la question du *gentilicio*, se sont davantage attachées à élaborer un discours sur l'identité culturelle<sup>5</sup> de leur Amérique. Ce discours-fleuve depuis la Deuxième Guerre Mondiale est représenté, si l'on veut synthétiser, par l'œuvre du Mexicain Leopoldo Zea, disciple en fait du relativisme vitaliste d'Ortega y Gasset. Par son ampleur exagérée, l'analyse critique et distancée de ce discours mérite une attention toute particulière. On connaît le livre *Crítica de la razón latinoamericana* (1997) qui nous semble un bon début pour mener cette analyse à partir d'éléments de la philosophie occidentale contemporaine. On attend encore que cette critique soit faite en reprenant aussi des éléments de philosophie des sociétés amérindiennes. Pour notre part, à partir de l'histoire, c'est-à-dire prenant en compte les contextes sociaux, nous allons vérifier certains *a priori* propres à ce discours. Dans ce cas précis, un détour attentif par les contextes est peut-être le meilleur moyen de voir qui est le père du nom « Amérique latine », de voir si ce nom était adapté au sujet/objet qu'on voulait nommer ou s'il ne faussait pas plutôt sa perception.

Les travaux d'Arturo Ardao et Miguel Rojas Mix sur le nom et l'origine du nom de leur Amérique font partie des écrits sur l'identité culturelle de l'Amérique ibérique (ibérique parce que des traditions culturelles venues de la péninsule sont encore hégémoniques dans cette

---

<sup>4</sup> Voir dans ce sens notre thèse *Le latino-américanisme à la lumière du Déclin de l'Occident. 1919-1939*. Université Paris VII, Paris, 1995, 621 p.

<sup>5</sup> Comme en témoignent certains écrits de Gilberto Freyre, Sergio Buarque et Fernando Cardoso, l'élite luso-américaine s'est greffée, de façon plutôt positiviste, au peloton du discours sur l'identité.

partie du continent). En effet, au-delà des nuances<sup>6</sup>, nos deux auteurs partent de l'*a priori* selon lequel le nom propre « Amérique latine » est justifié parce qu'il serait le fruit d'une « conscience » latino-américaine qui se serait éveillée grâce à l'antithèse saxon/latin. Tous deux partagent l'opinion que l'emploi de la catégorie « latine » pour désigner cette partie de l'Amérique située au sud du Rio Grande provient de la « conscience latino-américaine », en faisant de cette catégorie le pilier « culturel » d'une auto-identification<sup>7</sup>. Ce pilier, en définissant une « identité anti-impérialiste et anticolonialiste », aura, ajoute Rojas Mix, une portée paradigmatique, puisqu'il sera repris par la gauche latino-américaine au cours du XXe siècle<sup>8</sup>. Sous l'influence de l'historicisme et du relativisme culturel européens, ces auteurs veulent voir dans une démarche utilitaire et fonctionnelle la naissance d'une conscience et d'une pensée propres<sup>9</sup>. Enfin, les esprits se rejoignent quand Leopoldo

---

<sup>6</sup> Arturo ARDAO dans *Génesis de la idea y el nombre de América*, a plutôt une démarche historique : il analyse le moment européen et américain dans lequel est né le concept Amérique latine (ou Latine avec un « L »). Il a notamment souligné le rôle idéologique du saint-simonien Michel Chevalier dans la diffusion d'un point de vue « géopolitique » latin pour l'ensemble de la planète et pour les rapports ou confrontations entre saxons et latins en Amérique en particulier. Quant au concept d'Amérique latine, Ardao suit plutôt la piste de Torres Caicedo.

Quant à Miguel ROJAS MIX dans *Cien nombres de América*, qui est en réalité aussi consacré à la question de la naissance du nom « Amérique latine » – c'est en quelque sorte sa conclusion partiellement sceptique –, il étudie de façon spéculative les noms donnés à cet espace par rapport à l'éclosion d'une éventuelle identité sociale et culturelle particulière. Quant au concept d'Amérique latine, Rojas Mix signale l'avance de quelques mois et la primauté de Francisco Bilbao dans l'emploi de cette expression.

Nous voulons reprendre en partie la démarche d'Ardao et analyser la naissance dudit concept. Sans tomber dans le piège de : « qui a employé pour la première fois le terme 'Amérique latine' », nous préférons voir dans quels contextes et sous quelles influences ce terme – avant de devenir concept – a été formulé.

<sup>7</sup> *Génesis de la idea y el nombre de América*, Caracas, C.E. Latinoamericanos Rómulo Gallegos, 1980. Voir pp. 9 et 21-23.

<sup>8</sup> *Los cien nombres de América*, Barcelona, Lumen, 1991. Voir p. 346.

<sup>9</sup> « Por gracia de sus tesis capitales, el historicismo actúa, de hecho como invocador de la personalidad filosófica de América », écrivait ARDAO en 1946 (cité par ZEA, *¿Porqué América Latina?*, México, UNAM, 1988, p. 24. Voir aussi l'« apéndice » d'ARDAO à *Nuestra América Latina*, Montevideo, Banda Oriental, 1986). « No se trata de dar la espalda al pensamiento llamado universal. Todo es cuestión de proposiciones. Debemos servirnos de, pero no servir a... La 'inteligencia americana' a que aludía Borges, es ver con ojos propios, no sólo lo nuestro, sino también lo impropio... » écrit ROJAS MIX, *op.cit.*, p. 384.

Zea partage avec Ardao et Rojas une certaine satisfaction et fierté du fait que leur Amérique se serait « auto-qualifiée » de latine<sup>10</sup>.

Face à cette perspective que nous considérons par trop optimiste, car elle affirme l'existence d'une « identité » et d'une « conscience » latino-américaines, nous nous plaçons en franc-tireur sceptique : de même que l'« habit ne fait pas le moine », le nom ne fait pas la chose. Considérons et bâtissons surtout la chose, puis le nom viendra par le poids de la chose elle-même. Nous ne voulons pas ajouter un nouveau nominal mais plutôt faire en sorte que les réalités émergent au-delà des noms ou substantifs – qui n'en sont pas quand ils ne correspondent pas (ou plus) avec les êtres qui ont (ou fini par avoir) une autre nature, une nature plus complexe et difficile à nommer.

Certains pourraient croire que notre démarche critique du nom « Amérique latine » adhère au vent révisionniste que la *Real Academia de la Lengua Española* avait soufflé, profitant des festivités du Cinquième Centenaire du début de la conquête et de l'exploitation du « nouveau » continent (pour l'Europe). Cette Académie conseillait alors aux pouvoirs publics espagnols la reprise des expressions « *Hispanoamérica* », « *Iberoamérica* » et l'abandon des expressions « exogènes (*ajenas*) et équivoques de '*Latinoamérica*' et '*latinoamericano*' ». L'attitude de ces académiciens avait, entre autres, provoqué une réplique et une mise au point de l'hispaniste français Paul Estrade<sup>11</sup>. Si nous esquissons ici une critique historique de la naissance du concept « Amérique latine », ce n'est pas pour régresser vers un quelconque lien de dépendance culturelle, mais plutôt pour prolonger la démarche de Martí et Mariátegui : changer de perceptions en affirmant des contenus locaux – « ses propres Grèce » – et nouveaux, même sous de vieux noms ; construire des identités avec toujours des perspectives universelles, dont celles d'origine européenne. Que l'eau coule sous le pont (le nom), même à torrents.

---

<sup>10</sup> ZEA, *¿Porqué América Latina ?*, *ibid.*, p. 7 ; ARDAO, *Génesis*, *ibid.* p. 66-67, ROJAS, *op. cit.*, p. 17.

<sup>11</sup> « Observaciones a don Manuel Alvar y demás académicos sobre el uso legítimo del concepto 'América Latina' » in *RABIDA*, Huelva, n°13, 1994, pp. 79-82.

## La France bonapartiste et la question du panlatinisme<sup>12</sup>

Pour comprendre les enjeux réels que pouvait recouvrir vers 1850 l'emploi du concept de latinité, il convient d'avoir une idée claire des contextes français et européen ainsi que des changements politiques et géopolitiques qui se sont opérés en Europe au cours des deux décennies postérieures aux mouvements révolutionnaires de 1848.

L'espoir républicain et révolutionnaire engendré par le triomphe de la République à Paris en février 1848 s'est vu peu à peu affaibli avec la consolidation du pouvoir autoritaire de Louis Napoléon Bonaparte jusqu'à être complètement effacé avec le coup d'État du 2 décembre 1851. Par son intervention sur la question romaine en faveur du pape Pie IX et sa position de « protectrice » des Lieux saints, la France de Napoléon III va se montrer dans le monde comme le meilleur défenseur des intérêts catholiques<sup>13</sup>, même si, par respect pour le traité de Vienne, elle – comme le Vatican – ferme les yeux devant la mainmise tsariste et prussienne sur la catholique Pologne. Sa participation dans le conflit entre la Turquie et l'empire russe – la guerre de Crimée (1853-1856) – lui permet de consolider son alliance avec l'Angleterre, alliance qui n'avait pas été remise en cause par son expédition romaine.

Comme le souligne Pierre Renouvin<sup>14</sup>, la politique étrangère de la France à cette époque a pour fil conducteur, au moins jusqu'en 1869, la lente remise en cause du traité de Vienne de 1815, qu'elle mène par sa politique de protection des nationalités, tout en préservant de bons rapports et en agissant de concert avec l'Angleterre. Dans le cadre italien, elle remet en cause l'hégémonie autrichienne sur la péninsule – ce qui cadre pleinement avec la longue lutte des patriotes italiens – mais la France du Second Empire n'obtient pas l'issue escomptée : au lieu d'une fédération d'États relativement faible où le Vatican aurait eu une place, ce sera un État unitaire qui est appelé à naître, à mi-chemin entre le souhait de Mazzini et le projet de Cavour. Cela dit, l'orientation conservatrice du Second Empire s'affirme clairement.

---

<sup>12</sup> Pour cette partie nous ont été fort utiles la bibliographie de William E. ECHARD, *Foreign Policy of the French Second Empire. A Bibliography*, Connecticut, Greenwood Press, 1988 et les livres de Pierre RENOUVIN et Käthe PANICK cités ci-dessous.

<sup>13</sup> Voir par exemple le journal *El Correo de Ultramar*, (« periódico universal, edición de La Habana », en espagnol), Paris, entre 1849 et 1853.

<sup>14</sup> *Histoire des relations internationales*, Paris, Hachette, 1994, vol. 2, 1994, pp. 546-547.

Plus que dans une politique panlatine, on peut dire que la France bonapartiste s'inscrit dans une perspective catholique et monarchique des questions européennes, différente, certes, de celle de la germanique Autriche. Il s'agit d'une perspective méditerranéenne qui ne cherche pas à briser d'un seul coup l'ordre établi, encore moins de façon républicaine (d'où la méfiance vis-à-vis de Mazzini et de Garibaldi, à la différence du soutien plus clair accordé à Cavour et au royaume du Piémont), mais à lui donner, peu à peu, une autre forme, en jouant en partie avec les résistances et les révoltes qui éclatent contre la domination autrichienne dans la péninsule italienne et les Balkans. Cette perspective méditerranéenne, après la victoire dans la guerre de Crimée, revêt clairement d'une part des visées asiatiques avec la construction du canal de Suez, et d'autre part, après l'amorce d'une situation de *statu quo* durable de l'affaire italienne, des visées américaines avec l'intervention au Mexique en 1862. Mais les visées américaines n'auront jamais et ne pourront pas avoir la portée économique révolutionnaire du canal de Suez. Käthe Panick<sup>15</sup> précise que même lors de son intervention au Mexique, le panlatinisme français « [n'est] pas la dominante, mais une composante de plus » de sa politique étrangère, visant à justifier ses objectifs surtout monétaristes et financiers<sup>16</sup>.

L'orientation euro-méditerranéenne conservatrice de la France va se confirmer dans sa politique qu'elle mène envers l'Espagne où elle favorise, entre 1854 et 1856, l'ascension d'O'Donnell pour mettre fin au cycle des timides réformes libérales.

Dès lors, où et quand trouver le contexte pour un discours panlatin mis en place par le Second Empire français et destiné à l'Amérique ibérique ?

Des conditions favorables pour une politique envers cette Amérique dans son ensemble vont émerger, fruits de l'évolution antirépublicaine de Louis Napoléon et de la complicité d'intérêts entre la France et l'Angleterre, dans le monde en général et en Amérique en particulier : par leur commune méfiance à l'égard de l'expansionnisme des États-Unis (annexion de territoires mexicains et indigènes, présence sur la

---

<sup>15</sup> *La Race latine. Politischer Romanismus im Frankreich des 19. Jahrhunderts*, Bonn, Ludwig Röhrscheid, 1978, p. 207.

<sup>16</sup> L'argent des mines mexicaines était le principal butin à emporter pour les caisses de la Banque de France. Par ailleurs, les intellectuels français allèrent au Mexique pour étudier et découvrir non pas sa latinité mais le pays et ses civilisations autochtones – anciennes et contemporaines.

côte Pacifique, découverte de l'or en Californie, tentative d'invasion de Cuba) et leur alliance dans le bassin de La Plata. Ces éléments d'antirépublicanisme et de méfiance vis-à-vis des États-Unis vont permettre au Quai d'Orsay de voir au-delà des républiques hispano-américaines – comme c'était le cas pendant la Monarchie de Juillet – et de prendre en compte désormais, et de façon positive, le Brésil impérial dans sa perspective continentale. À partir de là, la catégorie « latine » pour cette Amérique peut avoir un sens puisqu'on perçoit l'ensemble « ibérique ». Elle a un sens dans la perspective « raciale dynastique » de la France bonapartiste. Cette perspective fait ressentir le besoin d'élaborer un nouveau langage diplomatique et un discours pour cet ensemble : il s'agit désormais de parler de son unité et de ses liens avec la « latinité ».

L'évolution de la *Revue des races latines* (1857-1861) montre la caractéristique et le rythme de ce discours panlatin. En effet, créée par l'agent et propagandiste du Second Empire Gabriel Hugelmann, la revue s'appelait d'abord *Revue espagnole et portugaise* et servait de tribune à la politique française à l'égard de la péninsule ibérique. Jusque-là, sa perspective latine était encore réduite à un Euro-latinisme. C'est à la fin du premier volume, début avril 1857, que son regard « latin » s'étend vers l'Amérique. C'est la revue encore *espagnole et portugaise* de Hugelmann qui nous montre ici le ton et l'allure de la panlatinité de la France au sujet de l'Autre Amérique :

« On aura beau nous vanter la race anglo-saxonne, nous soutiendrons et nous prouverons que la race latine lui est supérieure, et que les anciennes colonies espagnoles et portugaises, indépendantes aujourd'hui, sont appelées à des destinées plus brillantes que celles de États-Unis.

Cela peut sembler un paradoxe aujourd'hui. Dans dix ans, on commencera à se persuader que nous pourrions bien avoir eu raison. La race anglo-saxonne, pour nous servir d'une expression vulgaire, est une race qui joue de son reste. – Londres et New York pâlisent déjà devant Paris et Rio de Janeiro. Il manque à la race anglo-saxonne... le but religieux ... »<sup>17</sup>.

En réalité, les « destinées plus brillantes » de la « race latine », que cette revue promet de « prouver » dix ans plus tard, sont déjà liées aux projets antirépublicains qui se préparent à Paris, Madrid, Vienne, Rome

---

<sup>17</sup> Voir *Revue espagnole et portugaise*, Paris, Premier volume, 1857, pp. 687-688. Signé L. Ramus, ce texte par son style nous fait penser que ce nom n'est qu'un pseudonyme de Hugelmann.



et Londres pour le Mexique. Voulant profiter des difficultés internes des États-Unis, des conseillers et agents de Napoléon III travaillent même à la constitution d'une alliance défensive, tolérante à l'égard de l'esclavage et fondée sur trois piliers : la confédération du sud des États-Unis, le Brésil et un Mexique monarchique<sup>18</sup>. Ainsi, par le contexte des années de sa naissance et sur un plan théorique et politique, parler de la « latinité » d'une partie de l'Amérique représente alors un pas en arrière : la République, en Europe comme en Amérique, est, pour Napoléon III et ses conseillers, quelque chose à négliger et si possible à effacer<sup>19</sup>. Dès lors, depuis son origine, la « latinité » de cette Autre Amérique, insufflée par la France impériale, malgré son lyrisme, porte en substance une charge négative, stérilisante. Pour reprendre une catégorie chère à Hegel, mais en lui donnant son vrai sens, la « latinité » de l'Amérique est née, parce que défensive et rétrograde, avec une charge *ahistorique*.

### **La question des rapports entre individu/citoyen, pouvoir et civilisation en Europe**<sup>20</sup>

Pour mieux saisir une partie de la portée négative du concept de « latinité » à l'époque, il convient de passer en revue quelques tendances idéologiques du moment en Europe, et plus précisément trois cadres ou tendances qui, d'une façon ou d'une autre, servent de référent conceptuel, d'atmosphère idéologique à nos « latino »-américains rési-

<sup>18</sup> Ainsi le laissent penser, entre autres, certains passages plutôt racistes du texte de Michel CHEVALIER (conseiller de Napoléon III) sur *L'expédition du Mexique* (1862, pp. 47-48 et 86-87) et des Rapports diplomatiques de l'ambassade française à Mexico (voir note 21).

<sup>19</sup> Alberto FILIPPI a rappelé que l'idéologie de la latinité a été liée depuis lors à la promotion du césarisme comme forme politique d'exercice du pouvoir « supérieur » au système libéral et républicain. Voir « Las metamorfosis americanas de la latinidad (ideologías e historiografías sobre nuestra América) » in *La latinidad y su sentido en América Latina. Simposio*, México, UNAM, 1986, pp. 310-315.

<sup>20</sup> Pour cette partie nous avons consulté, entre autres : François FURET, *La Révolution*. Vol II, *Terminer la Révolution 1814-1880*, Paris, Hachette, 1988, pp. 211-391 ; *La gauche et la révolution au milieu du XIXe siècle*, Paris, Hachette, 1986 (introduction, pp. 29-51) ; Karl MARX, *Les luttes de classes en France : 1848-1850*, Paris, Editions Sociales – Messidor, 1984 et *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions Sociales, 1976 ; Alexis de TOCQUEVILLE, *Souvenirs* (préface de Fernand BRAUDEL), Paris Gallimard, 1978.

dant à Paris dans les années qui vont de 1848 à 1856. Ces trois tendances peuvent être schématiquement présentées de la façon suivante :

a) La première, plus empirique que théorique, est liée depuis 1849 au pouvoir et à la diplomatie française. Elle va ouvrir la voie et donner une certaine cohésion à une tendance catholique conservatrice après l'expédition de Civita-Vecchia et l'intervention française pour rétablir l'autorité papale sur le Vatican et, de fait, contre la République romaine. Avec le temps – surtout avec les projets monarchistes pour le Mexique<sup>21</sup> – et pour des raisons de propagande plus que de conviction, cette tendance va employer des « arguments » idéologiques latins. Les représentants de cette tendance sont Napoléon III et l'impératrice Eugénie (comme on sait, d'origine espagnole et catholique ultramontaine). À partir des arguments économiques et sous l'emprise du bonapartisme, l'économiste Michel Chevalier sera lui aussi de la partie, faisant avec le temps de plus en plus de concessions aux tendances catholiques ultramontaines d'alors.

Ardao et Rojas, s'appuyant sur l'introduction à ses *Lettres sur l'Amérique du Nord* (1836, quatre éditions jusqu'en 1844) ont présenté Chevalier comme le principal idéologue du panlatinisme. On connaît les arguments pro-latins de caractère raciste qu'il va employer plus tard pour justifier en partie l'intervention française au Mexique (1862). Mais ce qui nous intéresse ici, c'est ce qu'il écrit et ce qu'il diffuse entre-temps, jusqu'en 1856. Dans ce sens, il est bon de voir l'évolution et les rythmes de sa production. Relisons certains de ses textes d'alors, notamment *Histoire et description des voies de communication aux États-Unis et des travaux d'art qui en dépendent* (1840) : point de crainte pour leur expansion vers l'ouest du Mississippi et des Grands Lacs jusqu'à la côte du Pacifique mais satisfaction, plutôt, puisque de « belle(s) contrée(s) » seront enfin occupées, non par « quelques misérables tribus sauvages » mais « fécondée(s) par une population blanche, et sillonnée(s) de routes, de canaux et de chemins de fer ». Perspective saint-simonienne « blanche » plus que latine, puisque la « civilisation occidentale » de souche chrétienne s'étend depuis

---

<sup>21</sup> Ceux-ci s'affirment dès la mi-1856, à partir des agissements, tenus secrets au début, de Gabriac (représentant de la France à Mexico), Radepont et les monarchistes mexicains Gutierrez de Estrada, Hidalgo et Almonte. Voir dans ce sens *Versión francesa de México. Informes diplomáticos. 1853-1862*, 2 vol., México, 1963-1964, et Nancy N. BARKER, *The French Experience in Mexico. 1821-1861*, 1979.

les contreforts les plus éloignés de la Russie jusqu'aux États-Unis, dira-t-il dans son écrit sur le *Progrès* (1851). Il révisé ainsi (recherche de l'ordre avant le coup d'État oblige !) ses idées géopolitiques de 1836 sur les civilisations latine, slave et saxonne, très généralisées depuis la défaite de Napoléon. Enfin, dans *L'isthme de Panama* (1844) – texte de style saint-simonien qui a pu attirer un peu plus l'attention de nos premiers « latino »-américains puisqu'il portait sur la construction du canal de passage entre le Pacifique et l'Atlantique en Amérique centrale – Chevalier appelle à la vocation industrielle, « tutélaire » et « dominatrice » de la « race européenne » pour l'accomplissement de cette tâche (relative faiblesse de la France oblige !) :

« Du reste, on ne voit pas pourquoi les gouvernements de ces deux pays [de la France et de l'Angleterre] ne s'accorderaient pas entre eux et avec celui des États-Unis en faveur de cette opération, pour l'accomplir eux-mêmes après qu'elle aura été soigneusement étudiée. L'Europe, ou, pour mieux dire, la race européenne, car c'est elle qui peuple aussi le nouveau continent, est livrée à un mouvement d'expansion en vertu duquel la planète tout entière semble devoir être bientôt rangée sous sa loi. Elle veut être la souveraine du monde ; mais elle entend l'être avec magnanimité, afin d'élever les autres hommes au niveau de ses propres enfants. Rien de plus naturel que de renverser les barrières qui l'arrêtent dans son élan dominateur, dans ses plans de civilisation tutélaire »<sup>22</sup>.

Ainsi les manifestations publiques du panlatinisme de Chevalier refluent dans les années 1840 et 1850. Il le remet au goût du jour lorsque la France consolide sa position économique et internationale après sa victoire dans la guerre de Crimée, et avec les projets monarchistes et d'intervention au Mexique mais, au fond, à contre-courant de ses projets saint-simoniens<sup>23</sup>.

Ni les affaires de la bourgeoisie financière et industrielle française, ni les besoins de l'impérialisme français ne peuvent se contenter de discours. Mais ces discours peuvent servir de piège ou de réconfort pour certains Ibéro-américains. Ces objectifs coïncident sans doute mieux

<sup>22</sup> Voir p. 170 et suiv.

<sup>23</sup> L'idéologie a des chemins qu'on ne peut pas imaginer. Le retour du panlatinisme chez Chevalier provient, entre autres, d'une orientation plutôt monétariste dans sa pensée économique : avec son idée de la chute du prix de l'or – suite aux découvertes en Californie – et l'espoir d'une amélioration relative de celui de l'argent. Voir *Métaux précieux et Monnaie*, 1853, pp. 53-55. La France pourrait alors en bénéficier grâce à une intervention au Mexique et le contrôle des mines d'argent de Sonora, par exemple.

avec les visées monarchistes des mexicains Gutierrez de Estrada, Hidalgo et Lucas Alaman (décédé certes en 1853 mais qui demeure leur principal inspirateur). Et c'est sous l'effet de ces discours, sous l'influence de certaines personnalités de ce milieu et baignées dans ces eaux que va se former et évoluer la « latinité » (plus persistante que celle de Bilbao), du Colombien José María Torres Caicedo.

b) En opposition au courant précédent mais partageant avec lui certaines prémisses qui vont marquer finalement ses faiblesses et son étouffement « in vitro », se trouve une fraction de la gauche française et européenne regroupée autour de l'abbé Félicité de Lamennais. En effet, vers 1851, des milieux intellectuels et révolutionnaires de Paris, Rome et Madrid reprennent à leur compte l'argument de la latinité, pour associer, au niveau européen, leurs entreprises républicaines. Tous avaient condamné l'expédition française en faveur de Pie IX et défendu la République romaine. Les Républicains et la plupart de certains socialistes « utopiques » étaient contre l'évolution autoritaire de Louis Bonaparte. Tous avaient encore l'espoir, partagé avec la plupart des tenants du troisième courant, d'un rôle révolutionnaire de la France : ils fondaient cet espoir sur les élections qui auraient dû normalement avoir lieu le 2 mai 1852. Mais, malgré l'amélioration de la situation économique internationale, ni le parti de l'ordre extraparlémentaire, ni la bourgeoisie manufacturière française, ni les bourses d'Europe ne désiraient cette échéance, par crainte d'une deuxième révolution. Avec leur coup d'État, ils étouffent l'espoir des deuxième et troisième courants. Mais voyons la pensée latine du deuxième courant après une vue synthétique de l'évolution de son principal pivot.

Après sa rupture avec l'ultramontanisme, en raison de sa préférence pour la liberté de culte (séparation de l'Église et de l'État), Lamennais n'en demeure pas moins attaché à la « civilisation chrétienne » :

« La prodigieuse puissance de civilisation dont il est doué [le christianisme], et que nul aujourd'hui ne conteste, le prouve encore plus ; de sorte que, même la foi mise à part, il faut nécessairement opter entre ces deux hypothèses : le monde s'éteindra dans la barbarie, ou le monde deviendra chrétien », écrivait-il dans *Des Maux de l'Église* (1831)<sup>24</sup>.

Mais il ne s'agit point d'une ouverture « impartiale » et multiple : malgré les apparences, catholicisme mais aussi protestantisme étaient exclus de cette « bonne civilisation » :

<sup>24</sup> In *Oeuvres complètes*, vol VI, Genève, Slaktine Reprints, 1981, p. 206.

« Nous avons expliqué pourquoi, disait-il dans *Affaires de Rome* (1836), en montrant dans un avenir inévitable et déjà près de nous le christianisme et Rome ; d'un côté le pontificat, de l'autre la race humaine : cela dit tout... Ce ne sera rien non plus qui ressemble au protestantisme, système bâtard, inconséquent, étroit, qui, sous une apparence trompeuse de liberté, se résout pour les nations dans un despotisme brutal de la force, et pour les individus dans l'égoïsme »<sup>25</sup>.

C'est sur ces bases que Lamennais va devenir ce que Mazzini appelle avec raison le représentant du « catholicisme social ». Parmi les amis de l'abbé, on compte alors des intellectuels français reconnus comme Jules Michelet, Edgar Quinet ou George Sand.

C'est autour de Lamennais et à son initiative que va se constituer, au cours de l'été de 1851, un « Comité Démocratique Français, Espagnol-Italien », plus connu sous le nom de Comité Latin de Paris. Ce comité, grâce à la personnalité de Lamennais, bénéficie dès le début du soutien, entre autres, de Victor Schoelcher, Joly et Mathieu (de la Drôme), membres de la Montagne au parlement ; et au-delà des Français, de l'adhésion de certaines figures du *Risorgimento* italien comme Giuseppe Montanelli, Ferrari et Enrico Cernuschi ; de certains membres de la démocratie républicaine espagnole, dont un envoyé à Paris nommé Navarra et de certains démocrates roumains entre autres. À l'origine, ce comité s'est constitué en « aide au développement de la démocratie en Espagne »<sup>26</sup>.

La naissance de ce comité et les principes sur lesquels il repose marquent une rupture avec l'autre organe, de tendance plus universaliste qui, depuis l'année précédente, agissait déjà à Londres et dans l'ensemble de l'Europe : le « Comité Central Démocratique Européen » (sur lequel on reviendra). Le manifeste du Comité Latin de Paris paru dans *Le National*, l'un des organes de la bourgeoisie républicaine « socialiste » qui disparaîtra avec le coup d'État de 1851, souligne le besoin de regrouper d'abord les peuples européens les plus liés à la « civilisation » spirituelle et les moins matérialistes : les peuples fils de la Rome chrétienne. Ils tombent ainsi dans une contradiction en établissant leur point de départ sur un terrain mal délimité, puisqu'on avait vu qu'à Paris, à Naples et à Madrid, les pouvoirs constitués de ces peuples venaient d'agir, nettement avec l'expédition française, pour maintenir la « civilisation » catholique latine. Certes, Lamennais et ses proches

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 302-303.

<sup>26</sup> *Le National*, Paris, 3 juillet 1851.

parlent d'unité de peuples, pour souligner leur différence avec ces pouvoirs constitués et leurs agissements. Mais la vision culturelle ou ethnique de ce comité va rendre service aux tendances conservatrices en Europe puisqu'elle sème encore plus la confusion et le conflit, à un moment critique, à l'intérieur du mouvement républicain européen. Ainsi, contre l'idée d'une « confédération générale » irréalisable à leurs yeux dans l'immédiat, ils proposent de partir d'un « noyau » de peuples latins :

« À raison de leur position géographique et de leurs affinités d'origine, de culture, d'idées, de langue, d'intérêts, les nations latines, la France, l'Italie, l'Espagne, semblent être les éléments naturels de ce noyau central autour duquel viendront se grouper des éléments nouveaux »<sup>27</sup>.

Au-delà du sens mystique et social, mélange de puritanisme et de doctrine positiviste (dans le style comtien), que le comité de Lamennais veut donner à l'attitude religieuse de l'homme, voici en synthèse le programme dont il propose la réalisation :

« En politique donc, République, en économie, socialisme... [et les conditions de la vie en liberté, égalité et fraternité exercées] sous trois formes générales, appelées religion, famille, propriété»<sup>28</sup>.

Avec ces principes théoriques « républicains socialistes », le Comité Latin de Paris n'est pas réellement en rupture avec ceux des conservateurs. La défense de la propriété, de la famille et de la religion, étaient justement, nous dit Marx, « le programme électoral » du parti de l'ordre lors des élections de juin 1849, avec en plus, bien sûr, « de l'ordre ! ». De Romieu à Chevalier, en passant par Tocqueville, et sous prétexte de combattre l'anarchie avec les mêmes mots d'ordre, ce parti en appelait au pouvoir fort, au bonapartisme en fin de compte, pour, « comme en serre chaude », laisser les mains libres à la bourgeoisie française dans ses entreprises de consolidation et d'expansion.

Comme nous l'avons dit, le Comité Latin de Paris prendra fin avec le coup d'État de Louis Bonaparte. Comprenant peut-être les influences qu'a eues ce coup d'État sur l'Europe méditerranéenne, l'abbé de Lamennais semble alors tourner ses espoirs panlatins vers l'Amérique. Il encourage la formation d'un bloc « spirituel » latin pour faire face au bloc « inférieur » et « égoïste » saxon. Lisons *in extenso* un paragraphe d'une lettre qu'il adresse à une Française résidant à la Nouvelle Orléans :

<sup>27</sup> *Le National*, Paris, 17 août 1851, p. 1.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 2.

« La jeune Amérique et ses *destinées manifestes* ne paraissent de même fabrique et de même valeur que la jeune France, la jeune Italie, la jeune Allemagne que le temps a enterrées à petit bruit, tant elles ont vieilli vite. L'idée en ce qu'elle a de généreux, mais en même temps de politiquement impraticable, n'a pu être, dans le pays que vous habitez, qu'une idée importée du dehors, et qui jamais ne deviendra nationale. La race saxonne à ses trois degrés (allemande, anglaise, américaine) a son génie propre, et ses fonctions propres dans le développement universel. Inférieure aux races du Midi dépositaires des principes féconds de la vraie civilisation toute spirituelle, elle est chargée des *gros travaux* dans la famille humaine, de défricher, de fabriquer, de transporter, de manipuler la matière, avec une énergie proportionnée à la passion du gain, seul but final qu'elle se propose, but nécessairement égoïste. Dure et envahissante, elle abaisserait le monde entier à son niveau et ferait du genre humain une sorte de grand mollusque, si la Providence ne lui avait pas préparé un contrepoids dans d'autres races, relativement oisives en apparence, parce que, leur activité se développant dans une sphère plus haute, elles sont l'instrument prédestiné du progrès intellectuel et moral. De ces deux genres de fonctions diverses, indispensables l'une et l'autre pour la vie de l'humanité, résultera un antagonisme, dont l'expression géographique en Amérique sera l'attribution d'une moitié de ce vaste continent, des limites boréales jusqu'à l'isthme de Panama, à la race saxonne, et de l'autre moitié à la race latine, c'est-à-dire, espagnole, portugaise, italienne et française, peuples frères dont l'intime fusion a déjà commencé à s'opérer naturellement sur les rives de La Plata et au Brésil même. C'est en ce sens que je vous disais que le conflit entre ces deux éléments de la société future aurait lieu dans le golfe du Mexique. Il serait bon d'y penser de bonne heure »<sup>29</sup>.

Ainsi la notion de citoyenneté est-elle noyée par cette référence culturelle latine, référence qui chez Lamennais vient tout droit d'une nostalgie de la phase pré-industrielle et pré-capitaliste qui est en train de disparaître. C'est dans le moule latin de Lamennais que va être formulée par le Chilien Francisco Bilbao, très rapidement, la « latinité » de son continent.

c) Le troisième courant qui ici ne fait fonction que de révélateur, et auquel est apparenté en principe le deuxième, également républicain, est celui du Comité Central Démocratique Européen de Londres.

---

<sup>29</sup> Voir sa lettre à madame Ligéret de Chazey du 10 juillet 1853 in *Correspondance Générale*, Vol. VIII, 1841-1854, Paris, Colin, 1981, pp. 815-816. Voir aussi celle du 4 avril de la même année, in *ibid.*, p. 810, pour l'importance du Golfe du Mexique comme point de confrontation entre « les deux races ».

Constitué formellement en juin 1851 autour des réfugiés italiens, français, allemands et polonais qui avaient participé à la vague républicaine et révolutionnaire de 1848, ce Comité central était dirigé par Mazzini, Ledru-Rollin, Ruge et Darasz. Par ces principes, ce mouvement se place dans une logique opposée à celle établie par les puissances européennes. Ils sont en quelque sorte les héritiers de ce mouvement révolutionnaire. Ils ne mettent pas en avant des référents d'identité culturelle et dynastique, mais le principe d'une « république universelle » qui, pour reprendre les termes de Mazzini, ferait face à l'égoïsme « des races royales et des aristocraties conquérantes »<sup>30</sup>. Certes, ils sont en faveur de la constitution d'États nationaux républicains comme en Allemagne ou en Italie, non pas dans un cadre pan-national (pananglicisme, pangermanisme ou panlatinisme), mais dans un cadre, disons, citoyen et géographique (d'une certaine façon opposé à l'autocratie tsariste et à la monarchie autrichienne) et incorporés dans ce qui seraient les « États-Unis de l'Europe ». Réagissant au Manifeste du Comité Latin de Paris, ils demandent : « Pourquoi séparer l'Europe en deux camps ? La division mène à l'hostilité, et malheur à qui l'oublie ! »<sup>31</sup>. En Amérique ibérique, l'attitude de principe du comité de Ledru-Rollin et Mazzini aura un écho clair au moins au Mexique dans *El Monitor Republicano* et les journaux français *L'Indépendant* et *Le Trait d'Union*. Comme le montre un rapport du représentant du Second Empire à Mexico fin 1856, pour ces journaux, les points d'appui des tendances en conflit au Mexique étaient clairs : « États-Unis + Mexique = république », « France + Angleterre + Espagne = monarchie »<sup>32</sup>.

Cette piste aura une contrepartie, moins connue alors, dans la Ligue des Communistes de Marx et Engels qui siège aussi à Londres. Celle-ci proclame, comme le Comité de Mazzini et Ledru-Rollin, le droit de peuples opprimés ou fragmentés, comme ceux d'Allemagne ou

---

<sup>30</sup> Pour connaître certains documents du Comité central européen et son activité jusqu'en août 1851, il est fort utile de lire les documents que le préfet de police de Paris adressait alors au ministre de la Justice comme preuve d'un prétendu « Complot Européen ». Ces documents – avec le rapport en question – furent publiés par Georges BOURGIN dans son article « Mazzini et le Comité Central Démocratique en 1851 » in *Il Risorgimento Italiano. Rivista storica*, Torino, VI, fasc. 2, 1913, pp. 355-369.

<sup>31</sup> In *La voix du proscrit*, Paris, 20 août 1851.

<sup>32</sup> Voir le rapport de Gabriac du 27 novembre 1856 in *Versión francesa ...*, *ibid.*, vol I, p. 368.



de Pologne, à se constituer en nations. Leur ligue, malgré la faiblesse du prolétariat d'alors, souligné pour le cas français par François Furet, veut voir s'affirmer un nouveau principe plus radical : un internationalisme prolétaire contraire à la grande propriété bourgeoise, internationalisme qui regarde sans crainte l'expansion de la société industrielle. Ce qu'il est intéressant de souligner ici, c'est que ce troisième courant ne semble pas avoir été pris en compte par Torres Caicedo ou Bilbao, qui ont séjourné en Europe – à Paris plus qu'à Londres – lorsqu'ils formulent la « latinité » de leur Amérique. Et pour cause !

Quel genre de problèmes avaient-ils à résoudre dans leurs sociétés et en quête de quel ressourcement venaient-ils ? Telle est peut-être la question de fond que l'on doit se poser pour comprendre leur attitude, leur époque, mais aussi pour trouver les limites ou les « oeillères » qu'ils portaient peut être inconsciemment. Pour répondre à cette question, il est utile de voir les sociétés américaines d'où viennent en grande part leurs préoccupations, leurs intérêts et leurs perspectives.

### Contextes américains

Pour mieux comprendre les positions de Francisco Bilbao et de Torres Caicedo par rapport aux questions américaines, il est nécessaire d'avoir une vue globale de cet ensemble autour des années 1850. Logiquement, on mettra l'accent sur ce qui se passe dans leur Amérique. Ce qui permettra enfin de relativiser la validité du nom Amérique « latine »<sup>33</sup>.

L'Amérique rentre alors dans une nouvelle phase de son histoire. Halperin Donghi nous dit qu'il s'agit, pour l'Amérique latine, d'une phase de transition qui dure un quart de siècle. Les États-Unis se développent avec force et agressivité, tandis que les républiques situées plus au sud le font plutôt sous la pression ou à la demande des métropoles nouvelles pour la région, en particulier de l'Angleterre et des États-Unis. Il en est de même pour le Brésil impérial et Cuba colonial, les deux grands marchés pour l'esclavage des Africains jusqu'à cette époque.

---

<sup>33</sup> Pour cette partie nous nous sommes servis entre autres, des livres de Celso FURTADO, *Politique économique de l'Amérique latine*, Paris, Sirey, 1970 ; Pierre CHAUNU, *L'Amérique et les Amériques*, Paris, A. Colin, 1964 ; Tulio HALPERIN DONGHI, *Histoire contemporaine de l'Amérique latine*, Paris, Payot, 1970 ; et *The Cambridge History of Latin America*, Cambridge, 1986-1987, vol. V et VI.

On voit les États-Unis, nouveaux acteurs, agrandir leur territoire vers l'ouest jusqu'au Pacifique et vers le sud, au détriment des tribus indiennes et de la moitié des territoires de la République mexicaine, perdus ou vendus en moins de dix ans.

Certes, les États-Unis, du fait de l'accroissement du poids des États esclavagistes du sud et de l'expansion du territoire national, sont menacés alors de division en Sud agricole et Nord industriel. Mais la victoire du Nord lors de la guerre de Sécession jure ce risque dans la décennie suivante. Plus au sud, dans les républiques hispano-américaines, perdure le fractionnement en États mal délimités et difficiles à distinguer, et la sortie laborieuse des guerres intestines. Avec la complicité de groupes locaux et sous la pression de l'Angleterre et de ses disputes d'influence avec les États-Unis, la fragmentation de l'Union Centro-américaine en cinq républiques (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, El Salvador) paraît alors devoir durer. L'Amérique centrale devient le lieu de rivalité entre ces deux puissances : tandis que les États-Unis se montrent intéressés par la construction d'un passage entre les deux océans, l'Angleterre focalise ses regards sur les matières premières agricoles et minières.

L'expansionnisme des États-Unis, confirmé par les agissements, entre autres, du flibustier Walker au Nicaragua (1855-56), l'occupation des îles Lobos au Pérou et les tentatives d'invasion de Cuba (1851-52), vont réactiver dans l'urgence les besoins d'unité et de confédération des républiques du sud. Toutefois, leurs tentatives en ce sens – conférences de Lima (1847-48), de Santiago du Chili et de Washington (1856) – resteront, comme lors du Congrès de Panama, non ratifiées par les gouvernements respectifs. Leurs rivalités économiques et territoriales et leur instabilité constituent le frein principal. Ces projets restent encore dans la logique des rivalités coloniales entre l'Espagne et le Portugal, et ont un profil plus politique que géopolitique : malgré la proposition du Chili en 1843, ils ne prennent pas en compte le Brésil. En dépit leur commune identification au Saint-Siège (« Au nom de la Sainte Trinité » était écrit en tête des trois projets), les dirigeants de ces pays sont, au quotidien, plus tournés vers Londres, New York ou Paris que vers les autres capitales de la région. Finalement, quand l'Amérique capitaliste du nord s'étend vers le centre et le Pacifique et se tourne vers elle-même, celle du sud continue encore à regarder vers l'Atlantique, sans axe interne. Plus tard, les migrations importantes vers le sud brésilien et le bassin de La Plata et son hinterland ne feront qu'accentuer cette tendance.

En effet, à côté de l'économie industrielle nord-américaine, celles de l'Angleterre et de la France, avec des supports financiers et des moyens de transport maritime et terrestre plus rapides et puissants, tissent des réseaux en s'accommodant et en profitant de cette situation, parfois même en s'imposant. Aucun État ibéro-américain ne dispose de marine marchande importante et, comme le constatait Henry Hauser pour le Brésil, dans les *Annales*, il y a soixante ans<sup>34</sup>, contrairement à l'illusion des « influences », aucun projet « civilisateur » ou « saint-simonien » local ne met ni ne mettra en place un réseau intégré de voies de communication dans la région.

Dans les années 1850, la découverte de l'or en Californie et en Australie stimule, momentanément, la vie économique de la côte Pacifique – grâce à l'exportation du blé chilien en particulier. Les premiers chemins de fer sont construits pour l'acheminement vers l'étranger de matières premières agricoles ou de minerai, généralement avec des capitaux anglais, au Chili, au Pérou comme au Brésil. C'est le début du fonctionnement du chemin de fer, construit et utilisé dès 1855 à l'initiative des Nord-américains et pour servir leurs intérêts, c'est-à-dire, par exemple, la traversée de l'isthme de Panama (séparatiste parfois mais toujours partie intégrante de la République de Nouvelle-Grenade) pour le transport de produits et d'hommes vers la Californie. C'est l'ouverture de la libre navigation sur le Magdalena, sur les fleuves du bassin de La Plata (le Parana et l'Uruguay dès 1852, en faveur surtout des Anglais et des Français), sur le Haut-Amazone (concedé par le Pérou aux États-Unis en 1853) et le Bas-Amazone (pour une flotte de la maison Mauá – liée à la maison anglaise Carruthers). Toutes ces transformations sont destinées à favoriser le transport du sucre et des métaux précieux mais surtout d'autres produits de plus en plus demandés à Londres ou New York – plus qu'à Paris – : guano, blé, café, coton, peaux, cuivre, minéraux ferreux.

Dans ce contexte général, il est logique de voir apparaître avec plus de force, dans les classes dirigeantes des pays du sud, deux courants : l'un inspiré par des attitudes d'adaptation, de mimétisme, d'« imitation », l'autre par des attitudes de crainte envers l'expansion de la « civilisation matérialiste et saxonne ». Le premier courant proposera et réalisera parfois (dans le cône sud et au Brésil monarchique libéral) ses programmes de « progrès » (immigration et chemins de fer)

---

<sup>34</sup> « Un problème d'influences : le saint-simonisme au Brésil », in *Annales d'histoire économique et sociale*, Paris, IX<sup>e</sup> année, n°43, janvier 1937, pp. 1-7.

et socio-darwiniens avant la lettre, pour eux véritable changement, violent ou en douceur, par rapport au passé colonial (c'est la proposition par exemple des *Bases y puntos de partida para la organización de la República Argentina* de J. B. Alberdi, 1852). Les attitudes craintives sont à la source du deuxième courant, générateur de stratégies plus conservatrices, représenté ici par Francisco Bilbao et par Torres Caicedo.

### **Le nom « Amérique latine » et les différences entre Bilbao et Torres Caicedo<sup>35</sup>**

Nous sommes maintenant en mesure de mieux apprécier le rôle fonctionnel, passif et secondaire de nos deux Sud-américains dans la naissance de ce nom. Nous avons vu en effet que les conceptions « latines » de l'Autre Amérique, en partant de l'opposition saxon/latin, relevaient soit de la pensée de Lamennais soit de celle des bonapartistes comme Hugelmann ou Chevalier, et que l'Amérique ibérique, qui vivait déjà sous l'hégémonie des puissances internationales saxonnes, était plus que jamais prête à accueillir ces conceptions, en particulier de la part de la tendance défensive et sans grande initiative qui était présente

---

<sup>35</sup> Pour cette vue synthétique de la vie et de l'œuvre de Francisco Bilbao, mis à part le chapitre « Bilbao y el hallazgo de América latina » du livre de ROJAS MIX, *Los cien nombres...*, *ibid.*, pp. 343-356, nous nous sommes servi surtout de : Alberto José VARONA, *Francisco Bilbao. Revolucionario de América*, Buenos Aires, Excelsior, 1973 – utile pour connaître l'activité journalistique du Chilien entre 1857 et 1960 ; les œuvres de Francisco BILBAO, *Evangelio Americano* (une anthologie de textes réalisée et présentée par Alejandro WITKER), Caracas, Ayacucho, 1988 ; *Lamennais como representante del dualismo de la civilización moderna*, Paris, 1856 ; *Obras completas de Francisco Bilbao* (éditées par son frère Manuel avec la « Vida de Francisco Bilbao »), Buenos Aires, Imprenta de Buenos Aires, 1866, 2 vol. ; et la fort intéressante thèse de Christian GAZMURI sur l'autre grand « égalitaire » chilien, *Santiago Arcos, un quarante-huitard chilien*, Université Paris I, Paris, 1988.

Concernant José María Torres Caicedo, mis à part le livre de Arturo ARDAO, on peut consulter sa biographie faite par Paul PRADIER-FODERE, *Portraits diplomatiques : Torrès-Caicedo*, Paris, Martinet, 1872, 45 p. ; les livres de TORRES CAICEDO : *Ensayos Biográficos...hispanoamericanos*, Paris, 1863, 3 vol. (en particulier le chapitre élogieux sur Julio Arboleda, l'un des hommes le plus puissants de son pays) ; *Unión latino-americana*, Paris, Rosa y Bouret, 1865 ; *Estudios sobre el gobierno inglés y sobre la influencia anglo-sajona*, Paris, Baudry, 1868, 2 tomes, (avec certains textes journalistiques de *El Correo de Ultramar* datant de 1858) ; *Mis ideas y mis principios*, Paris, Imprenta nueva, 1875, 3 vol.

Nous préparons actuellement une étude plus complète sur ces deux Sud-américains.

dans son *intelligentsia*. Mais avant tout, soulignons quelques différences de vie et de parcours entre Bilbao et Torres Caicedo.

Le Colombien José María Torres Caicedo (1830-1889) et le Chilien Francisco Bilbao (1823-1865) ont des tempéraments différents, le premier préférant le calme de la vie diplomatique parisienne, près du pouvoir ; le deuxième, par mysticisme social presque religieux, goûtant l'agitation politique et la vie incertaine. Le premier obtiendra des médailles françaises, le deuxième l'éloge de Quinet et de Michelet, la critique de Sarmiento. Le premier vivra avec espoir, passion et illusions le bonapartisme parce qu'il voulait voir en lui un soutien pour les États hispano-américains contre l'expansion des États-Unis. Le deuxième vivra avec enthousiasme les révolutions de 1848 en France et en Europe et voudra les reproduire au Chili en créant avec Santiago Arcos et des libéraux et certains artisans la *Sociedad de la Igualdad* (1850), à Santiago. Torres Caicedo a été pratiquement oublié, exception faite des travaux pour les spécialistes d'Ardao et du Colombien Rivadeneira Vargas<sup>36</sup>. Bilbao, symbole étrange de la liberté, brise de temps en temps l'oubli et pas seulement au Chili.

Si Bilbao formule l'expression « Amérique ... latine » et l'adjectif « latino-américain » c'est une suite logique de l'influence qu'exerce sur lui son maître français Félicité de Lamennais.

Comme on l'a vu, ce dernier prêchera jusqu'à la fin de ses jours (1854) en faveur d'un front « latin » comme source de spiritualité, en opposition aux « forces aveugles de la matière » de la « race anglo-saxonne ». C'est Lamennais qui veut faire de cette opposition le principe qui oriente l'œuvre et l'action de Bilbao en Amérique et c'est lui qui, par le biais d'une lettre datée début décembre 1853, en plus du « catholicisme social », va proposer à son disciple sa nouvelle vision et l'engager à agir pour former « le contrepoids » latin dans ce continent :  
 « Tenez pour certain qu'il n'y a rien à espérer de l'Amérique espagnole, tant qu'elle restera asservie à un clergé imbu des plus détestables doctrines, ignorant au-delà de toutes bornes, corrompu et corrupteur. La Providence l'a destinée à former le contrepoids de la race anglo-saxonne, qui représente et représentera toujours les forces aveugles de la matière dans le Nouveau Monde. Cette belle mission, elle ne la rem-

---

<sup>36</sup> Rivadeneira Vargas, *El bogotano José María Torres Caicedo 1830-1889 : la multipatria americana*, Bogotá, Academia colombiana de historia – Alcaldía Mayor de Bogotá, 1989.

plira qu'en se dégageant des liens de la théocratie, qu'en s'unissant, se confondant avec deux autres nations latines, la nation italienne et la nation française [notons au passage que Lamennais s'abstient cette fois de mentionner les nations espagnole, brésilienne et portugaise, alors sous gouvernements monarchiques, sans doute pour ne pas heurter le sentiment républicain de Bilbao]. Vous verrez par la petite brochure que je joins à cette lettre, comment cette union commence à s'opérer. Elle est dans la nature, dans la nécessité, donc elle s'effectuera. Travaillez dans cette œuvre, et que Dieu bénisse vos efforts. »<sup>37</sup>.



*L'abbé Félicité de Lamennais, Cahiers Mennaisiens, n° 28, 1994*

<sup>37</sup> Voir cette lettre du 5 décembre 1853 in LAMENNAIS, *Correspondance Générale*, *ibid.*, p. 829 et BILBAO, *Lamennais como representante del dualismo de la civilización moderna*, *ibid.*, pp. 55-56. Selon Frank Mc Donald SPINDLER (« Francisco Bilbao, Chilian disciple of Lamennais », in *Journal of the History of Ideas*, Temple University, Philadelphia, 1980, vol 41, N°3. Voir pp. 492-493, la petite brochure en question serait le Manifeste du Comité Latin de Paris dont nous avons déjà parlé.



*Francisco Bilbao (Louis Miard, « Francisco Bilbao, disciple de Lamennais en Amérique latine », Cahiers Mennaisiens, n° 14-15, 1982)*

Avant la réception de cette lettre, on ne trouve pas chez Bilbao l'opposition saxonne /latine comme principe de son action. Il était « égalitaire », spiritualiste et il y avait un pont qui l'unissait à la civilisation saxonne : son esprit presque puritain de liberté. C'est après la réception de cette lettre que l'on trouve dans ses écrits quelques références à la question des différences et des oppositions entre les civilisations saxonne et latine. En particulier dans son *Mensaje del proscrito a la Nación Chilena* (1854).

Deux années plus tard, dans sa conférence à Paris « *Iniciativa de la América. Idea de un Congreso Federal de las Repúblicas* »<sup>38</sup>, Bilbao revient sur cette question et c'est alors qu'il emploie les formules aujourd'hui consacrées. Rappelons qu'à ce moment-là le gouvernement des États-Unis venait de reconnaître comme légitime le gouvernement du flibustier Walker au Nicaragua.

Lors de cette conférence, Bilbao part du postulat, alors assez répandu en Europe, de l'existence de deux races et cultures qui veulent dominer le monde : l'anglo-saxonne et la slave, avec leurs « panidéologies » et leurs philosophies respectivement individualiste et autoritaire<sup>39</sup>. Il constate avec douleur que le pouvoir et le progrès matériel, en Europe en particulier, tendent à construire « un mausolée à la personnalité », en faisant fi de la citoyenneté. Bilbao fait siens les points de vue exprimés par Lamennais (spiritualiste) et par Quinet (surtout en ce qui concerne l'idée de république). Suivant le conseil de ce dernier, il tourne les yeux vers l'Amérique *républicaine* dans son ensemble à la recherche d'un espoir. Néanmoins, il vient de constater, dans cette même Amérique « saxonne, indigène et latine », qu'un danger met en péril la « race Latino-américaine » : l'individualisme narcissique du yankee serait la menace qui plane sur les races américaine et latine, qu'il faut sauvegarder. Pour y parvenir, il faut développer la république, constituer « au-delà des petites nations, la Confédération du sud » et incorporer les éléments « vitaux que contient la civilisation du nord » : le *self government*, la liberté de conscience et de religion, l'industrie et la colonisation, nous dit Bilbao. Mais aussi promouvoir l'« incorporation des races primitives » – puisque « [nous] devons rendre compte à la Providence du sort des races indigènes » – et préserver la sociabilité et la spiritualité consubstantielles à l'être humain. Dans ces arguments, Bilbao s'inspire encore de Quinet et surtout de Lamennais.

Dans une Amérique hispanique qui a du mal à trouver une stabilité politique, l'appel de Bilbao à l'unité est de la même nature que le projet

---

<sup>38</sup> Ce texte a été réédité, entre autres, par le Centro de Estudios Latinoamericanos dirigé par Leopoldo ZEA comme le n°3 de la série *Latinoamérica. Cuadernos de Cultura latinoamericana*, México, UNAM (probablement à la fin des années 1970).

<sup>39</sup> Sur la diffusion de cette perception géopolitique en France, voir le livre de PANICK cité auparavant. Cette perception plonge ses racines dans la situation européenne issue de la défaite de l'armée napoléonienne et de l'expansion territoriale qu'avaient entreprises respectivement, dans les années 1840 et 1850, les États-Unis et la Russie vers l'Ouest et l'Est.



de Confédération sans lendemain que signeront à Washington, quelques mois plus tard, des plénipotentiaires des républiques du sud<sup>40</sup>. Les deux projets ont les mêmes obsessions et se heurtent à des difficultés insurmontables. Cependant, il y avait chez Bilbao deux attitudes de principe et une expérience qui lui épargneront de devenir un promoteur durable de l'expression « latino-américain », comme ce fut le cas de Torres Caicedo : sa haine contre le pouvoir et l'influence de l'Église catholique et contre la monarchie espagnole ; l'attitude antirépublicaine de la France latine contre la République romaine.

Quant à Torres Caicedo, il est évident que l'opposition saxon/latin fait écho à des points de vue personnels. En effet, un de ses articles paru dans *El Correo de Ultramar* de Paris, fin décembre 1853, nous donne quelques pistes pour comprendre sa pensée. Pour lui, l'expansion russe est une menace pour la stabilité de l'Europe. Heureusement, les puissances de l'ouest ont réagi en faveur de la Turquie menacée. Mais en Amérique, l'autre force, celle de race anglaise, menace les républiques hispaniques sous le prétexte de « progrès de la civilisation » sans respecter ce qui, pour lui, est fondamental : « le développement de la moralité » de l'homme. Pour cette raison, il s'oppose aux projets d'unité de ces « deux races contraires et de plusieurs nationalités existantes » et propose plutôt que la Colombie et d'autres républiques hispano-américaines s'unissent et agissent, comme vient de le faire l'Europe devant la Russie. Il demande le soutien de l'Angleterre et de la France. Dans cette dernière idée, on voit sur un plan général l'influence des opinions de Napoléon III et de ses écrivains. Il en va de même pour la question des « deux races contraires » en Amérique.

Que Torres Caicedo persiste dans cette ligne de pensée « latine »<sup>41</sup>, même pendant l'intervention française au Mexique, ne nous surprend pas : conservateur, il quitte son pays en 1851 à la suite des affrontements entre « libéraux » et « conservateurs », alors que les libéraux sont au pouvoir à Bogota.

---

<sup>40</sup> Voir le texte de ce traité « non ratifié par les signataires » dans Germán CAVALIER, *Historia diplomática de Colombia, Textos*, vol. II : 1830-1860, Bogotá, Kelly, 1981, pp. 250-253.

<sup>41</sup> Voir surtout *Unión latino-americana*, Paris, 1865 et les chapitres du livre d'Arturo Ardao consacrés à l'étude de la pensée de Torres Caicedo sur cette question.

Récapitulons : Bilbao, plus que Torres Caicedo, donne une portée républicaine à son engagement. Pour cette raison, et devant la politique pro-monarchiste de la France bonapartiste, Bilbao cesse, après 1856, d'employer l'expression « Amérique latine ». À ce niveau, Bilbao, à la différence de Torres Caicedo, se montre beaucoup plus critique et méfiant envers l'Europe des années 1850. Mais il reste encore dans la logique républicaine formelle, présente depuis Bolivar chez les chefs politiques de l'Amérique hispano-créole. Torres Caicedo, plus que Bilbao, parce que catholique et « anti-rouge », continue à utiliser et à diffuser l'expression, avec les encouragements de la France bonapartiste, et de façon systématique, dès 1860. Il se transforme en quelque sorte en propagandiste de la politique panlatine de cette France impériale en Amérique.

En tout état de cause, malgré ces différences, par leur commune adhésion à une certaine latinité ou spiritualité qui vient de Rome, les deux se rejoignent en 1856, au moment de la formulation du nominal « latin » pour l'Autre Amérique. Pour cette raison, et dans le cas étudié ici, Bilbao et Torres Caicedo font partie en Amérique du courant conservateur, replié sur lui même. Ils se trouvent dans le piège que préparent déjà les forces conservatrices en France et en Europe pour l'autre bord de l'Atlantique.

### **Propositions et réalités de l'Autre Amérique**

Par l'évolution des affaires dans la région du Rio de La Plata, le sens strictement hispanique et républicain de la « race latine » de leur Amérique a été dépassé dans les faits. Des rapports nouveaux entre États qui prendraient en compte le Brésil commencent à voir le jour chez certains diplomates de la région : dès 1848, il y a des solidarités (non sans fissures certes) entre l'Uruguay et le Brésil, entre la Confédération Argentine/Buenos Aires et le Brésil. Bilbao et Caicedo sont en décalage par rapport à cette nouvelle donne. Ceci en ce qui concerne l'unité « latine » des États de la région.

Le sens républicain, chez Bilbao et chez Torres Caicedo est encore celui des libéraux hispano-américains pré-positivistes, éminemment lyrique. Certes, chez Bilbao on peut trouver des éléments de philosophie et d'humanisme (par rapport aux problèmes indigène et de l'esclavage) élaborés dans l'urgence et non dans le calme, mais ces aspects méritent d'être pris en compte avec un peu plus d'attention.

Sur le plan de la « race », certes, ils ne font pas usage des théories de Gobineau qui font l'amalgame entre race « supérieure » et civilisation. Mais ceci ne leur épargne pas d'avoir une vision coloniale de ce qu'est la civilisation (attitude qui était alors commune aux intellectuels des classes dirigeantes de l'ensemble de l'Amérique). C'est pour cette raison et en défense de l'« esprit » qu'ils vont parler de « deux races » en confrontation en Amérique et faire appel à la notion de « latinité ». Et là, ils commettent l'erreur vers laquelle les avait emmenés Lamennais, entre autres : tous deux prônent une attitude de repli. Comme l'avait reproché alors Arcos à son ami « égalitaire »<sup>42</sup>, il y a chez Bilbao et chez Torres Caicedo un manque complet d'analyse des forces réelles de leur Amérique ; celle-ci est réduite à une opposition simpliste entre intérêts étrangers anglo-saxons et intérêts nationaux.

Finalement, comme le rappelait Charles Minguet en 1986, en parlant du Mexique des années 1860, « la référence à la latinité... est un abus (*abuso*) manifeste du concept linguistique et ethnique »<sup>43</sup>. On peut conclure de même si l'on prend en compte la composition ethnique de l'ensemble de cette Amérique.

Arrondissons les chiffres : cette partie du continent compte à cette époque 30 millions d'habitants (30 530 000 selon Nicolas Sánchez Albornoz<sup>44</sup>). Pierre Chaunu hésite entre une notion ouverte ou restreinte de la partie indienne de cette Amérique (ouverte : toute la côte pacifique jusqu'au Mexique, le Venezuela y compris, 80 % du to-

---

<sup>42</sup> « Carta de Santiago Arcos a Francisco Bilbao » du 29 septembre 1852, reproduite, entre autres, in *Utopismo Socialista* (prologue et sélection de textes, Carlos RAMA), Caracas, Ayacucho, 1978. Voir pp. 143-152.

<sup>43</sup> Et il citait la remarque d'Emile Ollivier : « Para constituir un imperio latino, hubiera sido necesario que existieran latinos. ... En México, había menos que en cualquier otra parte, en una población compuesta en mayoría de indios y mestizos ». Voir Charles MINGUET, « Panlatinismo, latinidad e identidad culturales. Los efectos sobre el conocimiento del México antiguo y moderno en Francia y Europa », in *La latinidad y su sentido en América latina, Simposio, ibid.*, pp. 26-27. Même un promoteur français de l'expédition française comme Radepont en était conscient : de 8 millions d'habitants, « pas plus de 3 millions de blancs ou presque blancs, ceux qui sont vraiment appelés Mexicains » écrivait-il dans son « Projet pour la régénération du Mexique » (1856). Voir *Versión francesa de México, ibid.*, vol I, p. 331.

<sup>44</sup> Voir le chapitre « The population of Latin America. 1850-1930 » du volume VI de *The Cambridge History of Latin America, ibid.* p. 122.

tal ; restreinte : celle des plateaux, 27 % du total<sup>45</sup>). Son hésitation ne porte pas tant sur la présence importante de population d'origine « latine » que sur le métissage et l'influence de celle d'origine afro-américaine. En tout cas on sait que s'il y a une population qui s'accroît considérablement au cours de la première moitié de ce siècle dans la partie atlantique de cette Amérique, c'est celle d'origine africaine (il faut attendre 1880 pour voir l'arrivée massive d'immigrants européens). En effet, deux millions d'Africains arrivent au Brésil et nous ne comptons pas ceux qui arrivent à Cuba, à la Caraïbe et dans les Guyanes... Pour cette raison, et bien que ses estimations pour l'ensemble (24 743 000 habitants) soient très faibles et correspondent plutôt aux estimations d'un quart de siècle, nous pouvons reprendre, sans crainte de sous-estimer la population d'origine ibérique ou « latine », les chiffres que nous donne la *Gran encyclopedia de España y América*<sup>46</sup> pour l'année 1825 :

– « Blancs » : 4 339 000.

– Indiens : 8 190 000 (semblables à l'estimation restreinte de Chauu pour 1850).

– « Noirs et *castas* (métis) » : 10 214 000.

Cela voudrait dire que vers 1850, sur l'ensemble de la population de cette Amérique, moins d'1/5<sup>e</sup> pouvait être considéré, dans un sens très large, ethniquement « latine ». Ces chiffres interpellent aussi pour le futur.

Ainsi donc si l'on voulait parler de la « latinité » de cette région, on le pouvait, mais au nom de (l'hégémonie de) ce cinquième de sa population. S'il y avait alors une latinité – ou une « ibérite » – dans cette Amérique, elle venait du pouvoir, des classes dominantes.

Au-delà de la démographie, en ce qui concerne la civilisation, et avec beaucoup plus de rigidité à l'époque, la vitalité des cultures, des langues et des traditions de l'Amérique non européenne était omniprésente en dehors des principales villes. Comme toujours, il était alors difficile pour les créoles ibéro-américains de trouver dans ces civilisations des sources d'avenir. Face à la fraction « modernisatrice » et socio-darwinienne d'Alberdi et Sarmiento, la fraction « spiritualiste » et replié sur elle-même de l'*intelligentsia* sud-américaine demandera à l'État, dans le cas de Bilbao, d'« incorporer » les sociétés dominées à

<sup>45</sup> *L'Amérique et les Amériques*, *ibid.*, pp. 225 et 297-298.

<sup>46</sup> Madrid, Espasa-Calpe/Argentario. Quinto Centenario, 1992. Voir Vol. V, *Desarrollo e Independencia*, p. 107.

la civilisation « latine » dominante par l'assimilation produit par le libéralisme, et, dans le cas de Torres Caicedo, de préserver le *statu quo* social issu des indépendances.

